

Discours d'ouverture de la COP8

M. Mohamed ELYAZGHI

Président de la COP7

New Delhi, mercredi 23 octobre 2002

Excellences,
Chers délégués,
Mesdames et messieurs,

Je suis ravi d'être parmi vous, dans la capitale de ce grand pays, pour l'ouverture de notre 8^{ème} Conférence des Parties. L'offre faite par l'Inde d'abriter cette conférence dénote de son grand intérêt pour la lutte contre les effets des changements climatiques.

Je tiens ici à remercier les autorités indiennes pour leur accueil chaleureux et je tiens également à les féliciter pour les conditions parfaites d'organisation de cette conférence.

Comme vous le savez, mon pays a abrité la 7^{ème} Conférence des Parties quelques semaines seulement après les événements tragiques du 11 septembre 2001. La présence massive des responsables venus de toutes parts et le succès de notre conférence avaient constitué une réponse civilisée à la barbarie. Nous avons démontré qu'il était possible pour la communauté internationale de trouver des solutions concrètes et consensuelles à des problèmes compliqués et mettant en jeu les intérêts parfois très divergents des nations et des groupes.

Nous devons continuer sur ce chemin, avec détermination et dans le respect de nos règles et des institutions multilatérales.

Excellences,
Chers délégués,
Mesdames et messieurs,

Une année après la tenue à Marrakech de la COP7, nous avons des raisons d'être satisfaits. Mais nous continuons à avoir des raisons d'être inquiets.

Je reviendrai plus tard sur les raisons de satisfaction mais il m'est difficile de faire ce discours d'ouverture sans dire quelques mots sur la situation inquiétante que traverse notre planète.

Car notre planète continue de vivre les colères du climat sous toutes ses formes. Dans les pays développés comme dans les pays en développement, sans distinction d'aucune nature, les catastrophes frappent presque chaque jour et causent des dégâts matériels et humains de plus en plus graves. Les images véhiculées par les satellites sur nos écrans médiatisent le phénomène et nous y rendent encore plus sensibles que par le passé.

Les changements du climat sont une réalité quotidienne indéniable. Leurs effets négatifs sont criants. Par le biais de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, des réponses ont été esquissées, des outils ont été mis en place, des pistes ont été ouvertes. C'est un travail gigantesque que celui qui a été accompli en quelques années.

Comme étape majeure de ce processus, les Accords conclus il y a un an à Marrakech constituent le bouclage définitif du plan d'action de Buenos Aires. Nous avons adopté comme vous vous en souvenez une quarantaine de décisions. Ces décisions ont concerné des thèmes particulièrement chers aux pays en développement comme ce fut le cas pour les fonds qui ont été institués ou pour le transfert de technologie. Elles ont aussi mis en place un système d'observance et lancé le mécanisme de développement propre.

Ces Accords ont redonné confiance dans le processus. Cette année durant laquelle j'ai eu l'honneur de présider cette conférence, une avancée importante a été accomplie pour l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto après sa ratification par un grand nombre de Parties. Ces pays méritent notre considération. Ils ont montré la voie à d'autres Parties que nous encourageons vivement à rejoindre le train déjà en marche.

Comme bon nombre de représentants ici présents s'en souviennent, j'avais fait à Marrakech des tentatives de résolution de quelques sujets qui divisent encore certaines Parties. J'avais mené des consultations au sujet de l'adéquation des alinéas a et b du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention et aussi pour l'adoption de notre règlement intérieur. Malheureusement, les consultations n'ont pas abouti. J'espère que mon successeur aura plus de réussite, pour pouvoir régler une fois pour toutes ces questions restées en suspens depuis de trop nombreuses années.

Excellences,
Chers délégués,
Mesdames et messieurs,

Les Accords obtenus à Marrakech symbolisent le passage de la phase théorique de l'élaboration des règles du Protocole à la phase pragmatique de sa mise en application. Il s'agit maintenant de traduire toutes ces décisions en mesures concrètes et applicables sur le terrain.

C'est dire tout le travail qui reste à faire ici à New Delhi. En gardant le même esprit qui a prévalu lors des négociations à Marrakech, je suis convaincu que nous réussirons à surmonter toutes les difficultés.

Un autre résultat de Marrakech a été la déclaration ministérielle pour le Sommet de Johannesburg. Malgré tout ce qui a pu être dit ici ou là sur ce grand sommet, j'estime qu'une nouvelle étape a été franchie. Dans le domaine des changements climatique, mais aussi dans d'autres domaines liés à la lutte contre la pauvreté et pour un développement durable.

Dans le contexte de mondialisation que nous connaissons, le sommet de Johannesburg a reconnu à l'entreprise et à l'investissement privé, un rôle important dans la poursuite des objectifs d'Agenda 21.

L'idée de partenariat public privé fait son chemin. Elle peut contribuer à accélérer la marche en direction de nos objectifs. En réalité, ce partenariat n'est pas une nouveauté pour notre Convention. Il est inscrit dans le Protocole de Kyoto de manière claire. Les mécanismes de flexibilité, lorsqu'ils viendront à être mis en œuvre prochainement, constituent des exemples concrets de partenariat. Dans ce cadre, le mécanisme de développement propre représente une opportunité de coopération extraordinaire. Puisqu'il fait intervenir pays développées et en développement, secteurs publics et privés, pour la réalisation de l'objectif de réduction des émissions des Gaz à effet de serre dans le cadre d'un développement durable.

Et je voudrai ici profiter de cette occasion pour féliciter le Comité exécutif du MDP pour l'immense travail accompli depuis son élection à Marrakech et qui nous rapproche de la mise en œuvre effective de ce mécanisme.

Je dois dire aussi que la tenue de la COP7 au Maroc, qui fait partie des pays les plus vulnérables aux effets des changements climatiques, nous a permis dans toute notre région de nous familiariser avec les outils et mécanismes de notre Convention.

Au Maroc, nous honorons les uns après les autres tous nos engagements dans le cadre de la Convention. Avec nos propres moyens mais aussi avec l'appui de la coopération multilatérale et bilatérale, nous poursuivons le renforcement des capacités de nos cadres, de nos experts, de nos associations et de notre secteur privé. Nous avons mis en place notre autorité nationale du MDP. Et nous entendons tirer le meilleur profit de ce mécanisme avec tous les pays et organismes qui voudront bien collaborer avec nous dans le cadre de notre stratégie de développement durable.

Excellences,
Chers délégués,
Mesdames et messieurs,

Permettez moi de dire quelques mots sur le Secrétariat exécutif de notre Convention. Pour avoir travaillé pendant une année avec eux, je voudrai ici leur rendre hommage et leur témoigner toute ma satisfaction après un an de collaboration étroite et fructueuse. Leur efficacité, leur compétence, leur sens de la responsabilité sont des qualités qui leur permettent d'avancer sur le bon chemin, sous la direction de Madame Waller Hunter à qui je voudrai aussi souhaiter plein succès dans ses fonctions et pour sa première COP.

Avant de quitter cette présidence, je voudrai vous demander de bien vouloir élire à la présidence de la 8^{ème} Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Son excellence, M. Baalu, ministre de l'environnement et des forêts de la République de l'Inde.

Je vous remercie pour votre confiance et pour votre attention.